Conto Corrente con la Posta

GAZZETTA UFFICIALE

PARTE PRIMA

DEL REGNO D'ITALIA

Anno 68° | **Roma - Martedì, 18 gennaio 1927 - Anno V** | **Numero 13**

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA E DEGLI AFFARI DI CULTO — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI

ERRATA-CORRIGE

Nell'art. 1 del R. decreto 23 dicembre 1926, n. 2189, relativo alle modificazioni dei ruoli del personale dell'Amministrazione civile del Ministero dell'interno, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 31 dicembre 1926, n. 301, è stato erroneamente indicato come 3° il grado del Governatore di Roma, mentre è 2°, come risulta dal testo originale e come qui si rettifica.

SOMMARIO

Numero di pubblicazione

LEGGI E DECRETI

LEGGI E DECRETI

Numero di pubblicazione 103.

LEGGE 30 dicembre 1926, n. 2291.
Conversione in legge del R. decreto 14 ottobre 1926, n. 1800, che porta un'aggiunta all'art. 37 della legge 8 luglio 1926, n. 1178, sull'ordinamento della Regia marina.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

E' convertito in legge il R. decreto 14 ottobre 1926, n. 1800, che porta un'aggiunta all'art. 37 della legge 8 luglio 1926, n. 1178, sull'ordinamento della Regia marina.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 30 dicembre 1926 - Anno V

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — VOLPI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.

Numero di pubblicazione 104.

REGIO DECRETO-LEGGE 2 luglio 1926, n. 2245.
Esecuzione di atti internazionali conclusi a Vienna il 30 novembre 1923 fra l'Italia ed altri Stati in materia di pensioni.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visti gli articoli 5 e 10 dello Statuto fondamentale del Regno;
Visto l'art. 3, comma 2°, della legge 31 gennaio 1926, numero 100;
Ritenuta la necessità urgente ed assoluta di procedere alle ratifiche degli Accordi relativi alle pensioni stipulati in Vienna fra l'Italia ed altri Stati il 30 novembre 1923;
Udito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato e Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto coi Ministri per l'interno, per le finanze e per le comunicazioni;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data agli Atti internazionali seguenti, stipulati in Vienna il 30 novembre 1923:
1° Convenzione conclusa fra l'Italia, l'Austria, la Cecoslovacchia, la Polonia, la Romania, il Regno dei Serbi-Croati-Sloveni, per il regolamento di diverse categorie di pensioni, non regolate dalla Convenzione di Roma del 6 aprile 1922;
2° Dichiarazioni addizionali alla predetta Convenzione, concluse fra gli Stati medesimi;
3° Convenzione conclusa fra l'Italia, l'Austria, la Cecoslovacchia, la Romania ed il Regno dei Serbi-Croati-Sloveni, per il regolamento delle pensioni provinciali, comunali e distrettuali.

Art. 2.

Il presente decreto, che sarà presentato al Parlamento per la sua conversione in legge, entrerà in vigore, riguardo a ciascuna delle Convenzioni indicate nel precedente articolo, nello stesso giorno in cui tutte le Parti contraenti avranno proceduto al deposito delle relative ratifiche.
Il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 2 luglio 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — FEDERZONI — VOLPI — CIANO.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 10 gennaio 1927 - Anno V
Atti del Governo, registro 256, foglio 30. — COOP

PROTOCOLE.

Les soussignés après avoir déposé leurs Pleins Pouvoirs ont apposé leurs signatures au présent procès-verbal, annexé aux projets de Conventions entre l'Autriche, l'Italie, la Pologne,

la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie concernant le règlement de diverses catégories de pensions, qui n'ont pas été réglées par la convention de Rome en date du 6 avril 1922 ainsi qu'au projet de convention entre l'Autriche, l'Italie, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie concernant le règlement des pensions provinciales, communales et de districts.

Le plénipotentiaire de la République d'Autriche, les plénipotentiaires du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et le plénipotentiaire de la République Tchécoslovaque ont signé lesdites Conventions.

Les délégués des autres Etats contractants s'engagent à recommander les projets de Conventions en question à l'approbation de leurs Gouvernements et à pourvoir à la signature ultérieure des Conventions par des plénipotentiaires dûment autorisés.

Le délégué polonais déclare que son Gouvernement se réserve d'adhérer ultérieurement à la deuxième des deux Conventions susindiquées.

Pour

l'Autriche: Dott. *Kienböck.*

l'Italie: Dott. *Riccardo Ottaviani.*
Dott. *Fausto Pizzichelli.*

la Pologne: Dott. *Zbigniew Smolka.*

la Roumanie: *C. M. Mitilineu.*

le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:
Ivan Roupnik.
Milan Cvetnich.

la Tchécoslovaquie: Dott. *Bohumil Vlasák.*

CONVENTION

entre l'Autriche, l'Italie, la Pologne, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie concernant le règlement de diverses catégories de pensions, qui n'ont pas été réglées par la Convention de Rome en date du 6 avril 1922;

voulant conclure une convention à cet effet, les Hautes Parties Contractantes ont nommé pour leurs plénipotentiaires:

Le Président Fédéral de la République d'Autriche:

M. le docteur Victor Kienböck, Ministre fédéral des finances;

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Antonio Chiaromonte Bordonaro, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie à Vienne;

Le Président de la République Polonaise:

M. le docteur Zbigniew Smolka, Juge à la Cour Suprême Administrative, Chef à la Section de liquidation à la Légation de la République Polonaise à Vienne;

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

M. J. Nistor, Ministre d'Etat;

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes:

MM. Ivan Roupnik, docteur en droit et Conseiller Supérieur des Finances, et Milan Cvetnitch, Révident Supérieur des Chemins de Fer d'Etat;

Le Président de la République Tchécoslovaque:

M. le docteur Bohumil Vlasák, premier chef de section au Ministère des finances;

lesquels, ayant déposé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu de ce qui suit:

Ière PARTIE.

Règlement des conditions des anciens employés d'Etat et militaires autrichiens qui n'ont pas été admis au service d'une des Hautes Parties Contractantes.

Article 1er.

Le service actif des anciens employés civils d'Etat et des militaires autrichiens qui à la date du 3 novembre 1918 n'avaient pas encore été mis à la retraite et qui n'ont pas été admis au service d'aucune des Hautes Parties Contractantes est considéré comme terminé à la date du 3 novembre 1918 ou à la date ultérieure à partir de laquelle ils ont été mis à la retraite par l'Etat ou avec l'assentiment de l'Etat à la charge duquel ils se trouvent aux termes des stipulations suivantes.

Article 2.

Les personnes mentionnées à l'art. 1er toucheront à partir du 1er décembre 1923, des pensions de la parte de la Haute Partie Contractante dont la personne en question est devenue ressortissante en vertu du Traité de St. Germain, soit de plein droit, soi par option, soit par réclamation, en tant que d'après les dispositions de l'ancien Empire d'Autriche, en vigueur à la date du 3 novembre 1918, ils avaient, en raison de leurs années de service à calculer sans égard à leur capacité de service, à l'époque de la cessation de leur service actif, droit à une pension ou à une indemnisation à titre de renvoi (Abfertigung).

En tout cas sont exceptés ceux,

1° qui ont refusé le service dans l'Etat dont ils sont devenus ressortissants ou qui n'ont pas fait la déclaration de loyauté (prêté le serment) qui leur a été officiellement demandée ou

2° qui ont abandonné leur service ou

3° qui, par leur propre faute, ne se sont pas conformés à une sommation soit générale soit spéciale de se rendre au service ou de présenter une déclaration à cet effet ou

4° dont l'admission au service a été refusée pour des raison d'intérêt public.

Le montant des pensions est fixé par l'Etat qui prend à sa charge la pension respective.

Article 3.

Les pensions ou allocations des survivants des personnes mentionnées à l'art. 1 et des survivants auxquels une pension ou allocation n'avait pas encore été allouée, à la date du 3 novembre 1918, sont, à partir du 1er décembre 1923, à la charge de la Haute Partie Contractante à laquelle, selon les dispositions précédentes, incomberait la charge des pensions des employés respectifs, sauf le cas où la veuve (l'orphelin) aurait acquis la nationalité d'une autre Partie Contractante en vertu du Traité de St. Germain soit de plein droit, soit par option, soit par réclamation. Dans ce cas les pensions ou allocations seront à la charge de cette dernière Partie Contractante.

Quant à la fixation du montant des pensions ou allocations, sera appliquée la disposition de l'art. 2, alinéa 3.

Article 4.

Le paiement des pensions à des personnes résidant à l'étranger peut être subordonné à la condition, que la partie intéressée transfère son domicile dans l'Etat dont elle a acquis la nationalité. Néanmoins l'Etat intéressé peut consentir dans des cas exceptionnels et s'il est prouvé que le rapatriement du retraité rencontre des difficultés pour d'autres motifs ayant une importance particulière, à ce que le paiement des pensions soit fait à l'étranger. Le paiement des pensions peut être subordonné à des conditions distinctement précisées. Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à prendre des mesures pour faciliter le rapatriement des retraités.

Article 5.

Les dispositions des articles 1 à 4 seront à appliquer aux employés des administrations communes de l'ancienne Monarchie Austro-Hongroise, y compris l'administration provinciale de la Bosnie et de l'Herzégovine, qui n'ont pas été admis au service d'une des Hautes Parties Contractantes et qui à la date du 3 novembre 1918 n'étaient pas encore mis à la retraite, ainsi qu'aux pensions de ces employés et de leurs survivants, à condition que ces employés (survivants) eussent été, à la date du 3 novembre 1918, sujets de l'ancien Empire d'Autriche.

Article 6.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à payer les pensions revenant d'après cette Convention aux personnes qui tombent sous le coup de la présente Convention, à la suite d'une requête à présenter dans le délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention; dans les payements on portera en compte les avances, subventions ou autres payements effectués à partir du 1er décembre 1923 par n'importe quelle Haute Partie Contractante.

Les payements effectués jusqu'à l'entrée en vigueur du Traité de St. Germain sont à considérer comme étant réciproquement compensés, même s'ils ont été effectués sur la base d'accords entre certaines des Hautes Parties Contractantes.

En tant que certaines des Hautes Parties Contractantes n'auraient pas renoncé, par des accords bilatéraux à conclure, au remboursement, les payements (avances, subventions) éventuellement effectués à partir de l'entrée en vigueur du Traité de St. Germain (16 juillet 1920) par un autre Etat que celui qui d'après les dispositions précédentes est chargé du payement à partir du 1er décembre 1923, sont à rembourser par l'Etat débiteur à l'Etat qui a effectué le payement. Le payement doit être diminué ou suspendu à la demande, notifiée en temps utile, par l'Etat à la charge duquel il est fait. La monnaie dans laquelle seront effectués la compensation réciproque et le remboursement desdits payments, ainsi que le taux de change, seront fixés par des accords à conclure entre les Etats intéressés.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne portent pas atteinte à des Conventions particulières déjà existantes à ce sujet.

Article 7.

En cas de contestations entre les Hautes Parties Contractantes au sujet de la nationalité de personnes qui tombent sous le coup de la présente Convention les Hautes Parties Contractantes s'engagent à continuer provisoirement les payement courants jusqu'à ce que la nationalité de la personne en question soit établie, sauf remboursement par l'Etat dont l'ayant-droit aura acquis la nationalité.

A la demande de l'ayant-droit ou de l'Etat intéressé la contestation sera soumise dans le délai d'un an, au tribunal arbitral compétent pour les questions de nationalité.

Article 8.

Les dispositions précédentes des articles 1 à 7 ne portent pas atteinte aux lois et règlements intérieurs en ce qui concerne les relations entre chacune des Hautes Parties Contractantes et ses propres ressortissants.

IIième Partie.

Règlement des conditions des employés de la Cour et des employés de l'ancienne Chancellerie du Cabinet (Kabinettskanzlei).

Article 9.

Aux employés civils des administrations de l'ancienne Cour ainsi qu'aux employés de l'ancienne Chancellerie du Cabinet (Kabinettskanzlei), auxquelles des pensions étaient déjà assignées ou dues ainsi qu'à leurs survivants, seront appliquées dans un sens approprié les dispositions de la Convention conclue à Rome le 6 avril 1922 entre l'Autriche, l'Italie, la Pologne, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie concernant les pensions qui étaient assignées par l'ancien Gouvernement d'Autriche.

En ce qui a égard aux employés pas encore mis à la retraite le 3 novembre 1918 et qui n'ont pas été admis au service d'une des Hautes Parties Contractantes seront appliquées dans un sens approprié les dispositions de la première partie de la présente Convention.

Le premier et le second alinéa du présent article n'ont trait qu'aux personnes qui, à la date du 3 novembre 1918, étaient ressortissants de l'ancien Empire d'Autriche.

Le règlement des pensions et allocations des anciens employés effectifs de l'administration des biens fidéicommissaires de l'ancienne famille souveraine d'Autriche-Hongrie ou d'une de ses lignes est réservé à des accords particuliers à conclure entre les Etats intéressés.

IIIième Partie.

A) *Règlement des conditions de droit des employés des anciens chemins de fer d'Etat impériaux royaux.*

Article 10.

Aux pensions (y compris les « Provisionen »), allocations de grâce, indemnisations à titre de renvoi et indemnités de vie chère qui, à la date du 3 novembre 1918, étaient déjà assignées ou qui étaient dues, seront appliquées dans un sens approprié les dispositions de la Convention conclue le 6 avril 1922 à Rome entre l'Autriche, l'Italie, la Pologne, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie concernant les pensions qui étaient assignées par l'ancien Gouvernement d'Autriche.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à continuer provisoirement de payer, pour le compte de l'Etat respectif, les pensions des employés et de leurs survivants mentionnées au 1er alinéa, jusqu'à la date, aussi rapprochée que possible, à laquelle l'Etat en question se chargera définitivement du payement de ces pensions.

Les dispositions contenues à l'article 6, alinéas 2, 3 et 4 de la partie première seront également appliquées aux paye-

ments (pensions, avances, subventions) dont il est question au premier alinéa du présent article.

Article 11.

En ce qui a égard aux employés pas encore mis à la retraite le 3 novembre 1918 et qui n'ont pas été admis au service d'une des Hautes Parties Contractantes seront appliquées dans un sens approprié les dispositions de la partie première de la présente Convention.

Article 12.

Les dispositions des articles 10 et 11 seront également appliquées aux employés (survivants) des anciens chemins de fer provinciaux de la Bosnie et de l'Herzégovine et des anciens chemins de fer militaires impériaux et royaux de Banjalouka-Doberlin en tant que ces personnes étaient à la date du 3 novembre 1918 ressortissants de l'ancien Empire d'Autriche. La répartition des fonds existant auprès de ces chemins de fer reste à régler par un accord à passer entre tous les Etats intéressés.

B) Répartition des fonds de prévoyance de l'ancienne Administration des chemins de fer d'Etat impériaux royaux.

Article 13.

Seront répartis d'après l'état qui résulte de l'inventaire ci-annexé formant une partie intégrante de la présente Convention les biens des fonds suivants:

1. Pensionsinstitut für Beamte und Unterbeamte der k. k. österreichischen Staatsbahnen,
2. Provisionsinstitut für Diener und Hilfsbedienstete der k. k. österreichischen Staatsbahnen,
3. Pensionsfond der ehemaligen k. k. priv. Kaiser Ferdinands-Nordbahn (Abteilung A),
4. Pensionsfond der ehemaligen k. k. priv. Kaiser Ferdinands-Nordbahn (Abteilung B),
5. Pensionsinstitut der ehemaligen k. k. priv. Böhmischen Nordbahn (Pensionsfond A),
6. Pensionsinstitut der ehemaligen k. k. priv. Böhmischen Nordbahn (Pensionsfond B),
7. Pensionsfond für die aus dem Dienste der priv. österreichisch-ungarischen Staatseisenbahngesellschaft in den Dienst der k. k. österreichischen Staatsbahnen übernommenen Beamten,
8. Provisionsfond für die aus dem Dienste der priv. osterr.-ungar. Staatseisenbahngesellschaft in den Dienst der k. k. österr. Staatsbahnen übernommenen Unterbeamten, Diener, Manipulantinnen und Arbeiter,
9. Pensionsinstitut der ehemaligen k. k. priv. österr. Nordwestbahn,
10. Pensionsinstitut der ehemaligen k. k. priv. Südnorddeutscher Verbindungsbahn.

Article 14.

Après avoir constaté que la valeur des fonds mentionnés à l'article précédent ne suffit pas à couvrir la charge des pensions, les Hautes Parties Contractantes ont convenu de répartir ces fonds en proportion de la charge des pensions attribuées à chaque Etat par cette Convention, charge qui ne peut être fixée qu'approximativement.

Article 15.

A l'effet de cette répartition les propriétés immobilières appartenant à tous ces fonds ainsi que les droits et obligations y inscrits seront attribués à celle des Hautes Parties Contractantes sur le territoire de laquelle ils se trouvent.

Les créances des fonds seront attribuées à celles des Hautes Parties Contractantes sur le territoire desquelles se trouve le domicile ou le siège du débiteur.

Les créances et dettes entre les divers fonds à répartir et les créances et dettes entre un fonds à répartir et l'ancien trésor impérial royal seront considérées comme annulées.

Article 16.

D'après cette attribution la quote-part du Royaume d'Italie dans la répartition des fonds est couverte entièrement, celles des autres Hautes Parties Contractantes sont couvertes en partie, à l'exception du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes sur le territoire duquel n'est situé aucun des immeubles en question.

Par conséquent seront répartis les titres, y compris ceux qui ont été lotis mais pas encore réalisés avant le 15 octobre 1923, chaque catégorie de titres séparément, en nature entre les Etats respectifs d'après la clef suivante:

Autriche	2.5%
Pologne	13.0%
Roumanie	4.0%
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes . . .	13.0%
Tchécoslovaquie	67.5%

Si d'après cette clef de répartition quelques titres restaient indivisibles, la répartition de ces valeurs indivisibles — en tant que leur compensation n'aura pas lieu par un échange réciproque — sera effectuée entre lesdits Etats sur la base du produit de vente réel de ces soldes indivisibles.

La répartition sera effectuée par une commission à convoquer à Vienne dans le délai d'un mois à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention, commission dans laquelle tous les Etats participants à la répartition des titres seront représentés.

Les titres lotis après le 15 octobre 1923 ou, le cas échéant, le produit de leur réalisation en monnaie originale seront répartis d'après la clef de répartition susdite. Les coupons échus après le 15 octobre 1923 ou le produit de leur réalisation en monnaie originale seront attribués à l'Etat qui touche le titre même.

Article 17.

Le produit de la réalisation des titres lotis et realisés jusqu'au 15 octobre 1923 ainsi que l'argent comptant seront attribués à la République d'Autriche. De même le produit des coupons de tous les titres — en tant que ces coupons auront été réalisés jusqu'au 15 octobre 1923 — et les titres d'emprunt de guerre seront attribués à l'Autriche.

Par contre la République d'Autriche se charge de l'obligation de régler elle seule l'emprunt de compte courant au montant de 12 millions de couronnes, emprunt contracté auprès de la Caisse de Prêts de Guerre à l'occasion de la souscription de l'emprunt de guerre, de dégager complètement les titres lombardés pour cet emprunt et de les mettre, grevés d'aucune charge, à la disposition pour la répartition.

Article 18.

La République Tchécoslovaque cédera les rentes-papier, rentes-argent et rentes d'investition de l'ancien Empire d'Autriche, qui, d'après la clef de répartition susdite, devraient lui échoir, par moitié au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et par moitié à la République d'Autriche en échange pour d'autres titres revenant à ces deux der-

niers Etats et à choisir d'un commun accord. Dans les mêmes conditions la République Polonaise cédera à la République d'Autriche les rentes-papier et rentes d'investition revenant à la Pologne, également en échange pour d'autres titres échéant à l'Autriche.

Article 19.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à délivrer aux Etats auxquels des immeubles ou des créances sont attribués tous les documents et tous les écrits y relatifs qu'elles possèdent.

Le Gouvernement Fédéral d'Autriche accordera gratuitement l'autorisation d'exporter les titres à délivrer aux autres Hautes Parties Contractantes et pourvoira, s'il y a lieu, à l'annulation de l'estampillage autrichien.

Article 20.

Par la présente Convention les fonds à repartir sont considérés comme liquidés.

IVième PARTIE.

Clauses finales.

Article 21.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à se délivrer mutuellement, à l'occasion de la remise de la charge des pensions, les actes et les documentations nécessaires y respectifs et à conserver, pendant trente années à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention, les livres et écrits globaux de ce genre.

Elles conviennent en outre de se prêter mutuellement assistance en vue de l'exécution de la présente Convention, de correspondre en la matière directement par voies des départements centraux compétents sans l'intermédiaire des missions diplomatiques, de permettre aux organes désignés des Etats intéressés la consultation et inspection respectivement la faculté de faire des copies des actes et de fournir les renseignements nécessaires par la voie la plus courte.

Article 22.

La présente Convention sera ratifiée le plus tôt possible.

Chaque Etat adressera sa ratification au Gouvernement autrichien, par le soin duquel il en sera donné avis à tous les autres Etats signataires.

Les ratifications resteront déposées dans les archives du Gouvernement autrichien.

La présente Convention entrera en vigueur après ratification de toutes les Hautes Parties Contractantes, à la date de la déposition de la dernière ratification.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signés la présente Convention.

Fait à Vienne, le trente novembre mille neuf cent vingt trois en un seul exemplaire français qui restera déposé dans les archives du Gouvernement d'Autriche et dont les expéditions authentiques seront remises à chacun des Etats signataires.

Pour

l'Autriche: *Dott. Kienböck.*

l'Italie: *A. C. Bordonaro.*

la Pologne: *Dott. Zbigniew Smolka.*

la Roumanie:

Vu le protocole du 30 novembre 1923 annexé au projet de convention entre l'Autriche, l'Italie, la Pologne, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie, concernant le règlement de diverses catégories de pensions ainsi qu'au projet de convention entre l'Autriche, l'Italie, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie concernant le règlement des pensions provinciales, communales et des districts;

Le soussigné, J. Nistor, Ministre d'Etat, déclare signer et signe ces deux textes de convention, en précisant que les dispositions contenues dans les conventions ne pourront constituer aucune entrave pour le Gouvernement Royal Roumain d'établir par sa législation intérieure les conditions à remplir par les requérants pour pouvoir prétendre la reconnaissance d'un droit à la pension ainsi que le quantum de la pension à servir.

Vienne, le 26 juillet 1924.

J. Nistor.

le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:
Ivan Roupnik
M. Cvetnich.

la Tchécoslovaquie: *Dott. Bohumil Vlasák.*

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:
Il Ministro per gli affari esteri:
MUSSOLINI.

DECLARATIONS ADDITIONNELLES
des Hautes Parties Contractantes.

1° Les Hautes Parties Contractantes se déclarent prêtes à examiner avec la plus grande bienveillance les requêtes tendant à obtenir le payement de la pension à l'étranger tout en tenant compte de la situation particulière des requérants, même dans le cas où une requête antérieure aurait été rejetée.

2° *a)* La Délégation italienne déclare, que le Gouvernement italien examinera avec toute bienveillance les questions relatives à l'acquisition de la nationalité italienne des employés visés par la Convention précédente à l'égard desquels les demandes d'option ou réclamation n'ont pas encore été décidées.

b) Les Hautes Parties Contractantes se déclarent prêtes à passer des accords bilatéraux tendant à régler le traitement à faire aux employés qui ont été renvoyés, pour raison de la non-acquisition de la ressortissance de l'Etat, auprès duquel ils ont prêté quelques années de service après le 3 novembre 1918.

Pour

l'Autriche: *Dott. Kienböck.*

l'Italie: *A. C. Bordonaro.*

la Pologne: *Dott. Zbigniew Smolka.*

la Roumanie: *J. Nistor.*

le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:
Ivan Roupnik
M. Cvetnich.

la Tchécoslovaquie: *Dott. Bohumil Vlasák.*

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:
Il Ministro per gli affari esteri:
MUSSOLINI.

GROUPE I^er.

Titres de valeur à l'exclusion des titres lotis et réalisés à la date du 15 octobre 1923, en outre à l'exclusion des emprunts de guerre.

No.	NOMS DES TITRES	Nombre	Valeur nominale Couronnes	Avec coupon du	Évaluation resp. cours du 15./X. 1923	Valeur selon évaluation resp. cours Couronnes autrichiennes
1	4 % öst. Goldrente strfr. . . .		fl. or 453.300	1./10. 19	p. 50 fl. or 18.000	163,080.000
	Obligations de la dette publique.					
2	4 % K. E.-Bahn in Gold, strfr.		fl. or 196.800	1./1. 24	p. 50 fl. or 50.000	196,800.000
3	4 % K. R.-Bahn, strfr.		605.200	1./1. 24	3.300	19,971.600
4	4 % Pilsen—Priesener Bahn . .		6.000	1./7. 19	143.000	8,580.000
5	4 % Nordwest-Bahn, öst. und Südnordd. Verb.-Bahn . . .		3,320.400	1./7. 19	118.000	3.918,072.000
6	4 % C. L.-Bahn galiz.		1,024.800	1./7. 19	1.500	15,372.000
7	5 1/4 % K. Fr. J.-Bahn in fl. . .		5,324.000	1./7. 19	106.000	5.643,440.000
	Lettres hypothécaires.					
8	4 % der Pester ung. Commercial-Bank, 50jähr., in fl. . . .		222.000	1./2. 24	400	888.000
9	4 1/2 % der galiz. Aktien-Hyp.-Bank, 50jähr., in fl.		2.000	1./11. 23	1.000	20.000
10	4 % der öst.-ung. Bank, 50jähr., in fl.		330.000	—	100	330.000
11	4 % der oberöst. Landes-Hyp.-Anst. in fl.		4.000	1./11. 23	90	3.600
12	4 % der allg. öst. Bod.-Cred.-Anst., 50j., in fl. und K. . .		1,269.000	1./4. 24	150	1,903.500
13	4 % d. Böhm. Hyp.-Bank, 57j. .		610.000	1./2. 24	175.000	1.067,500.000
14	4 % » » » » 42 1/2j.		274.000	1./11. 23	180.000	493,200.000
15	4 % d. galiz. Landesbank, 57 1/2j.		619.000	31./12. 23	1.000	6,190.000
16	4 % d. galiz. Bod.-Cred.-Ver., 56jähr.		20.000	31./12. 23	1.000	200.000
17	5 % Akt. abgest. d. K. E.-Bahn. III. Em. (Salzburg—Tirol) . .	2	800	1./1. 24	p. titre 6.000	12.000
18	— Gewinnstscheine der 4 % Präm.-Schuldver. der Ung. Hyp.-Bank	26	—	—	700	18.200
19	— Gewinnstscheine der 3 % Präm.-Schuldver. der Allg. öst. Boden-Credit-Anstalt, Em. 1880	83	—	—	650	53.950
20	— Ung. Präm.-Anl. v. J. 1870, in fl.	1 1	200 100	— —	200 100	200 100
21	4 % Galiz. Landesanl. v. J. 1893.		43.900	1./11. 19	200	87.800
22	4 % Eisenbahn-Schuldsch. d. Böhm. Landesbank, 78jähr. .		224.200	1./3. 24	155.000	347,510.000
23	4 % Eisenbahn-Oblig. d. galiz. Landesbank, 57 1/2 jähr. . . .		689.000	1./4. 24	500	3,445.000
24	4 % Wr. Verk. Anlg. Anl., Em. I, II und 1900		4,607.800	1./4. 24	110	5,068.580
25	4 % Anlehen d. Stadt Lemberg v. J. 1896.		70.000	1./11. 19	200	140.000
26	4 % Kommunal-Oblig. d. galiz. Landesbank, IV. Em.		80.000	1./4. 24	200	160.000
27	4 % Kommunal-Schuldsch. d. Böhm. Landesbank, 78jähr. .		1,136.000	1./2. 24	175.000	1.988,000.000
	Rentes.					
28	4 % einh. konv. strfr. Kronenrente Mai—November . . .		3,010.100	1./11. 19		3,010.100
29	4 % öst. Kronenrente März—September		11,560.900	1./3. 20		11,560.900
30	4 % einh. konv. strfr. Kronenrente Jänner—Juli		1,554.600	1./7. 19		1,554.600
31	4 % einh. konv. strfr. Kronenrente Juni—Dezember . . .		361.200	1./6. 19		361.200

No.	NOMS DES TITRES	Nombre	Valeur nominale Couronnes	Avec coupon du	Évaluation resp. cours du 15./X. 1923	Valeur selon évaluation resp. cours Couronnes autrichiennes
32	4·2 % einh. Silberrente		140.000	1./10. 19		140.000
33	4 % ung. strfr. Kronenrente		255.700	1./6. 19		255.700
34	3 ½ % öst. Investitionsrente		64.000	1./8. 19		64.000
35	4·2 % einh. Notenrente		703.000	1./2. 20		703.000
	Priorités.					
36	4 % der K. F.-Nordbahn in fl.		11,015.600	(*)	85.000	9.363,260.000
37	4 % der K. Fr. J.-Bahn, Em. 1884 in fl.		40.000	1./4. 19	95.000	38,000.000
38	4 % der Südnordd. Verb.-Bahn, Em. 1892 in fl.		182.800	1./7. 19	135.000	246,780.000
39	4 % der Buschtěhrader Eisenbahn, Em. 1896		544.800	1./4. 24	135.000	735,480.000
40	3 % der Dux—Bodenb. Eisenbahn, Em. 1893		170.000	1./1. 24	110.000	187,000.000
41	5 % der Südbahn-Ges. in Gold		fl. or 190.000	1./7. 19	p. 50 fl. or 130.000	494,000.000
42	4 % der Pilsen—Priesener Bahn in fl.		126.900	1./7. 19	140.000	177,660.000
43	4 % der Albrechtsbahn		24.000	1./5. 19	1.200	288.000
44	4 % der K. E.-Bahn in Mark		Mk. 24.000	1./4. 24	—	—
45	3 ½ % der öst. Nordwestbahn		2,437.400	(**)	85.000	2.097,290.000
46	4 % der öst. Nordwestbahn		76.000	1./4. 19	95.000	72,200.000
47	4 % der Mähr.-schles. Zentralbahn		1,672.800	1./7. 19	120.000	2.007,360.000
48	4 % der ung.-galiz. Eisenbahn, Em. 1887 in fl.		30.000	1./7. 19	50.000	15,000.000

(*) Em. 1891 avec coupons du 1./4. 1919.
» 1887 » » » 1./5. 1919.
» 1888, 1904 » » » 1./6. 1919.
» 1893 » » » 1./8. 1919.
» 1886 » » » 1./9. 1910.
(**) lit. A avec coupons du 1./9. 1919.
» B » » » 1./5. 1919.

No.	NOMS DES TITRES	Nombre	Valeur nominale Couronnes	Avec coupon du	Évaluation resp. cours du 15./X. 1923	Valeur selon évaluation resp. cours Couronnes autrichiennes
49	3 ½ % der ung.-galiz. Eisenb., Em. 1870, konv.		1,001.200	1./9. 19	50.000	500,600.000
50	3 ½ % der ung.-galiz. Eisenb., Em. 1878, konv.		22.000	1./9. 19	50.000	11,000.000
51	3 ½ % der ung.-galiz. Eisenb., Em. 1903		131.000	1./9. 19	50.000	65,500.000
52	4 % der Vorarlbergerb. in fl.		66.000	1./3. 24	110	72.600
53	4 % der Bregenzerwaldbahn		2,908.800	1./2. 24	100	2,908.800
54	4 % der Lemberg—Czernowitz—Jassy Eisenb., Em. 1884		180.600	1./5. 19	20.000	36,120.000
55	4 % d. Lemberg—Czernowitz—Jassy Eisenb., Em. 1894		614.800	1./7. 19	20.000	122,960.000
56	4 % der Czernowitz—Nowosielitza Bahn (Bukow. Lb.)		175.600	1./7. 19	12.000	21,072.000
57	3·6 % der Lemberg—Czernowitz—Jassy Eisenb., E. 1884		45.000	1./5. 19	18.000	8,100.000
58	4 % der Lokalb. Eisenerz—Vordernberg in fl.		1,150.800	1./1. 24	110	1,265.880
59	4 % der Lokalb. Absdorf—Stockerau		1,031.600	1.2./ 24	85	876.860
60	4 % der Kaschau—Oderberger Bahn, Em. 1889, gem. Str.		1,536.000	1./1. 24	125.000	1.920,000.000
61	4 % der Kaschau—Oderberger Bahn, Em. 1889, öst. Str.		20.000	1./1. 24	125.000	25,000.000
62	4 % der Böhm. Westb., E. 1895		1,274.400	1./7. 19	140.000	1.784,160.000
63	4 % » » » » 1885		12.000	1./7. 19	135.000	16,200.000
64	4 % der galiz. C. L.-Bahn in fl.		1,385.200	1./7. 19	5.000	69,260.000
65	4 % der Mähr. Grenzbahn		1,720.800	1./9. 19	135.000	2.323,080.000
						36.240,190.170

Groupe II.

Immeubles.

a) Immeubles situés sur le territoire de la République d'Autriche.

Wien: I., Hegelgasse 7, Lothringerstrasse 3, Brandstätte 4 — maison de rapport.
Elisabethstrasse et Nibelungengasse (Schillerhof), bureau.
Gauermanngasse 2 et 4, office.
IV., Mayerhofgasse 11, maison de rapport.
IX., Franz Josephbahnstrasse 1 et 3, maison de rapport, appartements pour salariés.
Universitätsstrasse 10, maison de rapport.

Krems a./Donau: Maison d'habitations pour employés.

Innsbruck: Viaduktgasse 27 et 29, maison d'habitations pour employés.

Villach: Tirolerstrasse 6—12, 4 maisons d'habitations pour employés.

Klagenfurt: Jesserniggstrasse 31 et 33, maisons d'habitations pour employés.

Knittelfeld: Roseggerstrasse, maisons d'habitations pour employés.

Wien: XIII., Hackingerstrasse 39 et 39 *a*, XIX., Eisenbahnstrasse 15 et 15 *a*, Eisenbahnstrasse 11 et 13 — maisons d'habitations pour salariés prises en location contre remboursement des frais de construction au syndicat d'entrepreneurs en constructions et habitations d'utilité publique à Vienne, XIII., conformément au tableau d'amortissement.
IV., Gusshausstrasse 19 (y compris une terre à Eckartsau), maison de rapport.
VII., Neubaugürtel 14/16 et Stollgasse 10/12, trois maisons de rapport, en partie bureaux.
XV., Felberstrasse 14/16, XIV., Nobilegasse 28 (Sturzgasse 19), XX., Klosterneuburgerstrasse 115/117, Brigittenauerlände 134/136, Verlängerte Engerth-und Leystrasse — maisons d'habitations pour salariés.
XIII., Hackingerstrasse 55/59, 4 maisons d'habitations pour salariés louées au syndicat d'entrepreneurs en constructions.
XIV., Sturzgasse 17, maison d'habitations pour salariés.

St. Pölten: 2 établissements pour colonies avec 36 maisons d'habitations pour salariés, terrains vagues.

Brunn bei Pöchlarn: 3 maisons d'habitations pour salariés.

Krems a./Donau: 3 maisons d'habitations pour salariés.

Attnang-Puchheim: une maison d'habitations pour salariés.

Linz, commune de Lustenau: 17 maisons d'habitations pour salariés.

Wels: 2 maisons d'habitations pour salariés.

Innsbruck: 4 maisons d'habitations pour salariés, Andreas Hoferstrasse 53/55, Staatsbahnstrasse 2/4, Sonnenburgstrasse 20/22.
4 maisons d'habitations pour salariés, Staatsbahnstrasse 12/18.

Bischofshofen: 2 maisons d'habitations pour salariés.

Landeck: Terrains vagues.

St. Veit a./Glan: Une maison d'habitations pour salariés, C.-No. 45.
5 maisons d'habitations pour salariés, C.-No. 114/118.

Knittelfeld: 3 maisons d'habitations pour salariés, Judenburgstrasse 209 et Murvorstadt, Hauptstrasse 132/133.

Ainbach: Domaine rural.

Villach: 16 maisons d'habitations pour salariés aux Meerbothgründen.

Klagenfurt: Maison d'habitations pour salariés.

Leitendorf bei Leoben: 5 maisons d'habitations pour salariés.

Zell am See: Terrains vagues.

Wien: II., Zirkusgasse 47, maison de rapport.
Nordbahnstrasse 50, bâtiment pour l'administration.
Haberhof, Mühlfeldgasse 15, Mühlfeldgasse 16 — offices.
Praterstrasse 68, maison de rapport.
Grosse Mohrengasse 25, maison de rapport.
Grosse Pfarrgasse 28—30, maison de rapport.
Kaiser Josephstrasse 32 et Aloisgasse 5, maison de rapport (en partie office).
Taborstrasse 22, Novaragasse 31 — maison de rapport.
Holzhausergasse 1, maison de rapport (en partie office).
XXI., 14 maisons d'habitations pour salariés, C.-No. 1473, Immen-, Kuenburg-, Gerichts- und Bahnsteggasse.
I., Schwarzenbergplatz 3, office.
XI., 11 maisons d'habitations Laaerberggasse, Geisselbergstrasse, Penziongasse, Hauffgasse, loués à un syndicat d'entrepreneurs en construction
9 parcelles.
II., Taborstrasse 68—70, office.

b) Immeubles situés sur le territoire du Royaume d'Italie.

Trieste: Maisons d'habitations pour salariés, Chiarbola inferiore.
Un bâtiment d'école.

Pola: 2 maisons d'habitations pour salariés.

c) Immeubles situés sur le territoire de la République Polonaise.

Kraków: Une maison d'habitations pour employés, ulica Blich No. 6.

Lwów: Un bâtiment pour l'administration avec adaptation et dépendance, ulica Krasickich 2—4.
Une maison d'habitations pour employés, ulica Sapiehy et Gleboka.
Nouveau bâtiment pour l'administration, ulica Zygmuntowska.
Dépendance pour employés, ulica Zygmuntowska.

Przemysl: Maison d'habitations pour salariés, ulica Krasinskiego 13, 13 *a* et 13 *b*.

Nowy Sacz: 2 établissements pour colonie avec 6 maisons à appartements simples et 96 maisons à appartements doubles.

Kraków: Maison d'habitations pour salaries, ulica Blich 7—9 et ulica Dwernickiego 2.

Lwów: Maison d'habitations pour salariés, ulica Grodecka 131 et aile de jonction.
Maison d'habitations pour salariés, ulica Grodecka 127.

Tarnopol: 3 maisons d'habitations pour salariés.

Chodorów: 2 maisons d'habitations pour salariés.

Stanislawów: Maison d'habitations pour salariés.
Maison d'habitations pour employés,
bâtiment pour l'administration.

Dziedzice: Une maison d'habitations pour employés, C.-No. 482.

Zebrzydowice: Une maison d'habitations pour employés, C.-No. 231.

Zablerzów: Une maison d'habitations pour employés, C.-No. 159.

Szczakowa: Une maison d'habitations pour salariés à double appartement, C.-No. 359—360.

Kraków: 2 maisons d'habitations pour salariés à double appartement, C.-No. 342 *a* et *b* et 352 *a* et *b*.
Une maison d'habitations pour employés, C.-No. 361 *a*, 3 maisons d'habitations pour salariés, C.-No. 362—364 — près de l'avant-gare.
3 maisons d'habitations pour salariés, C.-No. 162 *a*, *b* et *c*, ulica Bosacka.
Une maison d'habitations pour employés, C.-No. 361 *b*, ulica Lubicz.

Oswiecim: 5 maisons d'habitations pour salariés.

Bielsko: Une maison d'habitations pour employés à double appartement, C.-No. 306, 307, ulica Franciszka Józefa.
3 maisons d'habitations pour salariés, C.-No. 308—310, Górne Przedmiescie.

d) Immeubles situés sur le territoire du Royaume de Roumanie.

Cernauti: 3 maisons d'habitations pour employés, strada Garii.
3 maisons d'habitations pour salariés, strada Clocucica.
Une maison d'habitations pour salariés, strada Caliceanca.
Une maison d'habitations pour salariés, près de la gare de Cernauti (jardin public).

e) Immeubles situés sur le territoire de la République Tchécoslovaque.

Praha: Bâtiment pour l'administration, Hoowerova 6, resp. Hybernská 46.
2 maisons de rapport, Hoowerova 2/4, resp. Bolzánova 9.

Plzen: Bâtiment pour l'administration.
10 maisons d'habitations pour salariés, V. Lobezská, C.-No. 676/7.

Rybáre près Karlovy Vary maison d'habitations pour salariés, C.-No. 348.

Louny: 2 établissements pour colonie, C.-No. 784—820 et 900—952.

Chomutov: 2 maisons d'habitations pour salariés, C.-No. 1307/08.

Zábehlice: Terrains vagues, parcelles No. 232 du No. d'inscription 1586.

Praha-Bubna: Etablissement pour colonie *).

Breclava: 4 maisons d'habitations pour salariés, C.-No. 876—879.
4 maisons d'habitations pour salariés, C.-No. 1009—1012.

Mor. Ostrava-Privoz: 3 maisons d'habitations pour salariés à double appartement, C.-No. 744—749.

Bohumin: 2 maisons d'habitations pour salariés à double appartement, C.-No. 394—397.
Une maison d'habitations pour employés, C.-No. 171.

---

*) Grevé d'un emprunt hypothécaire accordé par la caisse d'épargne de Bohême à Prague, dont l'état tel qu'il a été porté sur les livres le 31 octobre 1918 est de couronnes 645.099,56.

4 maisons d'habitations pour salariés, C.-No. 172—175.
Prerov: Une maison d'habitations pour employés, C.-No. 1625.
2 maisons d'habitations pour salariés, C.-No. 1604—1605.
2 maisons d'habitations pour employés, C.-No. 1696—1697.
6 maisons d'habitations pour salariés, C.-No. 1826—1831.
Olomouc: Une maison d'habitations pour employés, C.-No. 263.
4 maisons d'habitations pour salariés, C.-No. 152—155.
Hulin: Une maison d'habitations pour salariés, C.-No. 494.
Ceská Lipa: Une maison d'habitations pour salariés, C.-No. 844, y compris la parcelle No. d'inscription 1388/2.
Benesov: Terrains vagues.
Strekow: Une maison d'habitations pour employés et salariés.
4 maisons d'habitations pour employés et salariés.
Liberec: Une maison d'habitations pour employés, C.-No. 611/III.
Terrains vagues.
Decin: 4 maisons d'habitations pour salariés.
Trutnov: 2 maisons d'habitations pour salariés.

GROUPE III.

Créances

sauf les créances envers le trésor impérial royal et les chemins de fer d'Etat impériaux royaux autrichiens et sauf les créances entre les fonds intéressés eux-mêmes.

Emprunts et créances vis-à-vis des différents débiteurs dans différents Etats successeurs d'un montant total d'après l'Etat du 31 octobre 1918

anciennes couronnes austro-hongroises: 4,671,563.70.

CONVENTION

entre l'Autriche, l'Italie, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie concernant le règlement des pensions provinciales, communales et districts;

voulant conclure une convention à cet effet, les Hautes Parties Contractantes ont nommé pour leurs plénipotentiaires:

Le Président Fédéral de la République d'Autriche:

M. le docteur Victor Kienböck, Ministre fédéral des finances;

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Antonio Chiaromonte Bordonaro, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie à Vienne;

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

M. J. Nistor, Ministre d'Etat;

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes:

MM. Ivan Roupnik, docteur en droit et Conseiller Supérieur des Finances, et Milan Cvetnich, Révident Supérieur des Chemins de Fer d'Etat;

Le Président de la République Tchécoslovaque:

M. le docteur Bohumil Vlasák, premier chef de section au Ministère des finances;

lesquels, ayant déposé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu de ce qui suit:

Article 1er.

Les pays, districts et communes de l'ancien Empire d'Autriche qui se trouvent entièrement sur le territoire d'un des Etats Contractants respectivement les successeurs légaux desdits corps moraux, conféreront et payeront les pensions et les autres allocations de retraite prévues par les règlements relatifs à leurs propres fonctionnaires et instituteurs publics qui seraient devenus ressortissants d'une autre Partie Contractante en vertu des Traités de Paix dans le même montant et selon les mêmes normes que pour les fonctionnaires pensionnés devenus ressortissants de l'Etat où sont sis les susdits corps moraux. Cela s'appliquera également aux fonctionnaires qui perdraient leur place seulement à la suite de l'acquisition d'une nouvelle nationalité par effet des Traités de Paix, en tant qu'ils n'auraient pas été admis à un service public comme fonctionnaire soit d'Etat, soit provincial, soit de district, soit communal dans le territoire de l'Etat, dont ils ont acquis la nationalité.

Article 2.

Le paiement des pensions et des autres allocations de retraite dans les circonscriptions des pays, districts et communes divisées par suite des Traités de Paix, sera mis à la charge de l'administration de la Partie de la circonscription à laquelle le pensionné appartient à la suite de l'acquisition de la nationalité par effet des Traités de Paix. Si le pensionné avait acquis la nationalité d'une autre Partie Contractante que celle à laquelle sont revenues les parties de circonscriptions, la charge de la pension incombe à la Partie de la circonscription dans laquelle l'ayant droit a fait service pendant le plus grand nombre d'années de service à calculer pour la fixation de la pension, sauf des accords particuliers tendants a simplifier les payements par voie de compensation mutuelle.

Article 3.

Au cas où par l'application de la disposition (article) précédente, résulterait pour l'administration d'une des deux Parties de la circonscription divisée une imposition supérieure à la quote-part proportionnelle qui, sur base de l'article 204 du Traité de St. Germain, sera fixée pour les dettes publiques, on tiendra compte de cette surimposition dans la répartition définitive des charges revenant à ladite Partie de la circonscription administrative divisée.

Article 4.

Au cas où, après le 3 novembre 1918, des pensions de ce genre seraient payées par une autre autorité que celle compétente d'après ce qui précède, ces paiements entre les Parties Contractantes respectivement entre les corps moraux respectifs seront considérés comme réciproquement compensés.

La présente Convention ne porte nulle atteinte aux conventions déjà passées ou à passer entre les différentes Parties Contractantes.

Article 5.

Cette Convention sera ratifiée le plus tôt possible.

Chaque Etat adressera sa ratification au Gouvernement Autrichien, par le soin duquel il en sera donné avis à tous les autres Etats signataires.

Les ratifications resteront déposées dans les archives du Gouvernement autrichien.

La présente Convention entrera en vigueur après ratification de toutes les Hautes Parties Contractantes, à la date de la déposition de la derniere ratification.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signés la présente Convention.

Fait à Vienne, le trente novembre mille neuf cent vingt trois en un seul exemplaire français qui restera déposé dans les archives du Gouvernement d'Autriche et dont les expé-

ditions authentiques seront remises à chacun des Etats signataires.

Pour
l'Autriche: *Dott. Kienböck.*
l'Italie: *A. C. Bordonaro.*
la Roumanie:

Vu le protocole du 30 novembre 1923 annexé au projet de convention entre l'Autriche, l'Italie, la Pologne, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie, concernant le règlement de diverses catégories de pensions ainsi qu'au projet de convention entre l'Autriche, l'Italie, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie concernant le règlement des pensions provinciales, communales et des districts;

Le soussigné, J. Nistor, Ministre d'Etat, déclare signer et signe ces deux textes de convention, en précisant que les dispositions contenues dans les conventions ne pourront constituer aucune entrave pour le Gouvernement Royal Roumain d'établir par sa législation intérieure les conditions à remplir par les requérants pour pouvoir prétendre la reconnaissance d'un droit à la pension ainsi que le quantum de la pension à servir.

Le 26 juillet 1924.

J. Nistor.

le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes
I. Roupnik
M. Cvetnick.

la Tchécoslovaquie:
Dott. *Bohumil Vlasák.*

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per gli affari esteri:
MUSSOLINI.

Numero di pubblicazione **105**.

REGIO DECRETO 23 dicembre 1926, n. 2286.

Misura del contributo dovuto, per l'esercizio 1927, al Sindacato obbligatorio di mutua assicurazione per gli infortuni sul lavoro nelle miniere di zolfo della Sicilia.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Vedute le leggi 11 luglio 1904, n. 396, e 14 luglio 1907, n. 527;

Veduto l'art. 2 del decreto-legge 6 maggio 1915, n. 590, recante provvedimenti relativi al Sindacato obbligatorio siciliano di mutua assicurazione per gli infortuni sul lavoro nelle miniere di zolfo;

Veduto il R. decreto 14 gennaio 1926, n. 91, con il quale fu stabilita in L. 17 la misura del contributo dovuto al Sindacato obbligatorio per gli infortuni nelle miniere di zolfo della Sicilia ai sensi delle leggi e del decreto-legge predetti, per l'esercizio 1926;

Veduto il R. decreto-legge 26 novembre 1925, n. 2149, recante provvedimenti per la riscossione del contributo suddetto;

Veduto il R. decreto 27 maggio 1926, che scioglie il Consiglio di amministrazione e tutti gli altri organi elettivi del Sindacato predetto e nomina un Regio commissario;

Veduto il bilancio preventivo per l'anno 1927 presentato dal Regio commissario presso il Sindacato, e la relazione al bilancio, in data 13 dicembre 1926;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'economia nazionale;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

La misura del contributo dovuto, per l'esercizio 1927, al Sindacato obbligatorio di mutua assicurazione per gli infortuni sul lavoro nelle miniere di zolfo della Sicilia ai termini delle leggi 11 luglio 1904, n. 396, e 14 luglio 1907, n. 527, nonchè del decreto-legge 6 maggio 1915, n. 590, è dal 1° gennaio 1927 fissata in L. 16 per tonnellata di zolfo.

Art. 2.

L'indicato contributo di L. 16 verrà ripartito nel modo seguente:

a) L. 12 per tonnellata saranno attribuite al bilancio assicurativo dell'esercizio 1927, a norma dell'art. 1 della legge 11 luglio 1904, n. 396;

b) L. 4 per tonnellata saranno attribuite al bilancio sanitario dell'esercizio 1927, a norma dell'art. 9 della legge 14 luglio 1907, n. 527.

Art. 3.

Il Consorzio obbligatorio per l'industria zolfifera siciliana provvederà dal 1° gennaio 1927 alla riscossione del detto contributo, con le modalità stabilite dal R. decreto-legge 26 novembre 1925, n. 2149.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 23 dicembre 1926.

VITTORIO EMANUELE.

BELLUZZO.

Visto, *il Guardasigilli:* ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 17 gennaio 1927 - Anno V
Atti del Governo, registro 256, foglio 75. — COOP

Numero di pubblicazione **106**.

REGIO DECRETO-LEGGE 30 dicembre 1926, n. 2288.

Vigilanza sul funzionamento delle società cooperative ed istituzione dell'Ente nazionale per la cooperazione.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Riconosciuta la necessità assoluta ed urgente di provvedere ad assicurare il regolare funzionamento delle società e degli enti cooperativi e di istituire un organo di coordinamento e di assistenza per lo sviluppo del movimento cooperativo;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'economia nazionale, di concerto col Primo Ministro, Ministro per l'interno e per le corporazioni, nonchè del Ministro per la giustizia e gli affari di culto;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Nei casi di irregolare funzionamento delle società cooperative, di inosservanza delle disposizioni di legge e dello statuto, o quando sia comunque compromesso il raggiungimento degli scopi sociali, il Ministro per l'economia nazionale può disporre ispezioni od inchieste sul funzionamento delle società stesse e deliberare lo scioglimento dei rispettivi Consigli di amministrazione, nominando un commissario governativo.

La esecuzione delle ispezioni ed inchieste predette potrà essere, di volta in volta, delegata all'Ente nazionale per la cooperazione, di cui all'articolo seguente.

Art. 2.

E' istituito, a termine dell'art. 34 del R. decreto 1° luglio 1926, n. 1130, tra le cooperative, le associazioni di cooperative ed enti mutualistici che vorranno aderire, l'Ente nazionale per la cooperazione che ha per iscopo l'assistenza, lo sviluppo ed il coordinamento delle società ed enti suddetti, salvo tutto ciò che concerne i rapporti sindacali.

Art. 3.

L'Ente nazionale per la cooperazione sarà regolato da apposito statuto da approvarsi con decreto Reale, su proposta del Ministro per l'economia nazionale.

Il presidente ed il Comitato direttivo saranno nominati con decreto del Ministro suddetto, al quale è affidata la vigilanza sull'Ente stesso.

Art. 4.

Le disposizioni del presente decreto non si applicano agli enti cooperativi di credito soggetti al R. decreto-legge 7 settembre 1926, n. 1511, ed a quelli di assicurazione soggetti al R. decreto-legge 29 aprile 1923, n. 966.

Il presente decreto sarà presentato al Parlamento per la conversione in legge.

Il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 30 dicembre 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — BELLUZZO — ROCCO.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 17 *gennaio* 1927 - *Anno V*
Atti del Governo, registro 256, *foglio* 77. — COOP

Numero di pubblicazione **107**.

REGIO DECRETO 16 dicembre 1926, n. **2274**.

Proroga del termine fissato per l'esecuzione delle opere e delle espropriazioni occorrenti per la costituzione del Campo d'aviazione di Bresso.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Vista la legge 25 giugno 1865, n. 2359, sulle espropriazioni per causa di pubblica utilità;

Visto il R. decreto 31 dicembre 1925, n. 2580, registrato alla Corte dei conti addì 4 marzo 1926, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno d'Italia del 6 marzo 1926, numero 54, col quale Regio decreto venivano dichiarate di pubblica utilità le opere e le espropriazioni dei beni immobili di proprietà privata necessarie per la costituzione del nuovo Campo di aviazione di « Bresso » (provincia di Milano);

Accertato che per eccezionali circostanze sia le opere che le espropriazioni non possono compiersi entro il 31 dicembre 1926 come erasi fissato dal detto Regio decreto e che perciò il detto termine va prorogato;

Visto l'art. 13 della legge sopra richiamata;

Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro Segretario di Stato per l'aeronautica;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il termine di un anno fissato dal Regio decreto in data 31 dicembre 1925, n. 2580, per la esecuzione delle opere e delle espropriazioni sopra indicate, viene prorogato di un altro anno e cioè fino al 30 dicembre 1927.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 16 dicembre 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 14 *gennaio* 1927 - *Anno V*
Atti del Governo, registro 256, *foglio* 62. — COOP

Numero di pubblicazione **108**.

REGIO DECRETO 11 novembre 1926, n. **2275**.

Proroga del termine fissato dal R. decreto 15 novembre 1925, n. 2274, per procedere alle espropriazioni degli immobili costituenti l'Aeroporto di Campoformido Nord.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Vista la legge 25 giugno 1865, n. 2359, sulle espropriazioni per causa di pubblica utilità;

Visto il R. decreto 15 novembre 1925, n. 2274, registrato alla Corte dei conti addì 20 dicembre 1925, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno d'Italia del 31 dicembre 1925, n. 303, col quale Regio decreto venivano dichiarate di pubblica utilità le espropriazioni di beni immobili costituenti l'attuale Aeroporto di Campoformido Nord, nonchè di quelli destinati al suo ampliamento;

Accertato che per eccezionali circostanze gl'incombenti di legge per le dette espropriazioni non possono compiersi entro il 14 novembre 1926, come erasi fissato dal detto Regio decreto e che perciò il detto termine va prorogato;

Visto l'art. 13 della citata legge 26 giugno 1865, n. 2359;

Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro Segretario di Stato per l'aeronautica;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il termine di un anno fissato dal R. decreto 15 novembre 1925, n. 2274, per le espropriazioni sopra indicate e che

scade il giorno 14 novembre 1926, viene prorogato per altri due anni e cioè fino al 14 novembre 1928.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 11 novembre 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 14 gennaio 1927 - *Anno V*
Atti del Governo, registro 256, *foglio* 63. — COOP

Numero di pubblicazione **109.**

REGIO DECRETO 16 dicembre 1926, n. **2276.**

Dichiarazione di pubblica utilità della espropriazione dei beni immobili costituenti l'attuale Aeroporto « Francesco Baracca » di Centocelle (Roma).

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Vista la legge 25 giugno 1865, n. 2359, sulle espropriazioni per causa di pubblica utilità;
Vista la legge 18 dicembre 1879, n. 5188, che approva alcune modificazioni a quella sopra richiamata;
Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, e Ministro Segretario di Stato per l'aeronautica;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

E' dichiarata di pubblica utilità l'espropriazione dei beni immobili di privata proprietà, compresi entro il recinto dell'attuale Aeroporto « Francesco Baracca » a Centocelle (Roma) e più precisamente delle zone indicate nell'annessa planimetria, col tratteggio al perimetro, l'una in tinta rossa comprendente i mappali 23, 23/1, 24, l'altro in tinta gialla, comprendente i mappali 33 e 1/3.

Art. 2.

All'espropriazione dei detti beni immobili, che verranno a suo tempo particolarmente designati, sarà provveduto a norma delle citate leggi.

Art. 3.

Le operazioni di esproprio saranno compiute nel termine di due anni, a decorrere dalla data del presente decreto.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 16 dicembre 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 14 gennaio 1927 - *Anno V*
Atti del Governo, registro 256, *foglio* 64. — COOP

Numero di pubblicazione **110.**

REGIO DECRETO 16 dicembre 1926, n. **2277.**

Dichiarazione di pubblica utilità della costituzione di un campo di fortuna a « Corneliano Laudense ».

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Vista la legge 25 giugno 1865, n. 2359, sulle espropriazioni per causa di pubblica utilità;
Vista la legge 18 dicembre 1879, n. 5188, che approva alcune modificazioni a quella sopra richiamata;
Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro, Segretario di Stato per l'aeronautica;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

E' dichiarata di pubblica utilità la costituzione di un campo di fortuna a « Corneliano Laudense » (Lodi) e più precisamente nella località designata nell'annessa corografia con tratteggio rosso.

Art. 2.

All'espropriazione dei beni immobili all'uopo occorrenti, e che saranno a suo tempo designati, sarà provveduto a norma delle citate leggi.

Art. 3.

L'espropriazione ed i relativi lavori saranno compiuti nel termine di due anni a datare dal presente decreto.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 16 dicembre 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 14 gennaio 1927 - *Anno V*
Atti del Governo, registro 256, *foglio* 65. — COOP

Numero di pubblicazione **111.**

REGIO DECRETO 21 ottobre 1927, n. **2283.**

Approvazione del nuovo statuto della Cassa di risparmio unita al Monte di pietà di Gorizia, di fondazione Conte Thurn.

N. 2283. R. decreto 21 ottobre 1926, col quale, sulla proposta del Ministro per l'economia nazionale, viene approvato il nuovo statuto organico della Cassa di risparmio unita al Monte di pietà di Gorizia, di fondazione Conte Thurn.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 17 gennaio 1927 - *Anno V*

DECRETO DEL CAPO DEL GOVERNO 12 gennaio 1927.
Costituzione del Collegio dei sindaci dell'Opera nazionale « Dopolavoro ».

IL CAPO DEL GOVERNO
PRIMO MINISTRO SEGRETARIO DI STATO

Visto il R. decreto 11 novembre 1926, n. 1936, che apporta riforme allo statuto dell'Opera nazionale « Dopolavoro »;
Viste le designazioni dei Ministeri delle corporazioni, delle finanze e dell'economia nazionale;

Decreta:

Il Collegio dei sindaci dell'Opera nazionale « Dopolavoro » è costituito come appresso:
Avv. Nicola De Pirro, membro designato dal Ministero delle corporazioni;
Gr. uff. rag. Alberto Fano, direttore capo della Ragioneria presso il Ministero degli affari esteri, membro designato dal Ministero delle finanze;
Dott. Giommaria Cau, consigliere della Direzione del lavoro, membro designato dal Ministero dell'economia nazionale.

Roma, addì 12 gennaio 1927 - Anno V

Il Capo del Governo: MUSSOLINI.

DECRETO MINISTERIALE 4 gennaio 1927.
Costituzione del Tribunale speciale per la difesa dello Stato, di cui all'art. 7 della legge 25 novembre 1926, n. 2008.

IL CAPO DEL GOVERNO
PRIMO MINISTRO SEGRETARIO DI STATO
E MINISTRO PER LA GUERRA

Decreta:

E' costituito in Roma, presso il Comando del Corpo d'armata, il Tribunale speciale per la difesa dello Stato, di cui all'art. 7 della legge 25 novembre 1926, n. 2008.
Sono chiamati a comporre il Tribunale speciale i signori:

1. S. E. Carlo Sanna, generale di Corpo d'armata, presidente;
2. Generale Freri comm. Orlando, generale di brigata, vice-presidente;
3. Console Cau comm. Lussorio, tenente colonnello dei carabinieri Reali, medaglia d'oro, giudice effettivo;
4. Console Cristini on. Guido, tenente di fanteria, avvocato, giudice effettivo;
5. Console Galamini conte cav. uff. Alberto, tenente colonnello di Stato Maggiore, giudice effettivo;
6. Console Mucci comm. Giulio, colonnello di fanteria, giudice effettivo;
7. Console Tringali Casanova cav. Antonio, capitano di fanteria, avvocato, giudice effettivo;
8. Console Alfaro comm. Alfredo, colonnello di fanteria, giudice supplente;
9. Console De Martini cav. Vittorio, tenente colonnello dei bersaglieri, giudice supplente;
10. Console Ventura cav. Alberto, tenente colonnello di fanteria, giudice supplente.

Con decreti a parte sarà provveduto alle assegnazioni dei relatori.
Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 4 gennaio 1927 - Anno V

Il Capo del Governo, Ministro per la guerra:
MUSSOLINI.

DECRETO MINISTERIALE 13 gennaio 1927.
Dimissioni di agente di cambio in soprannumero presso la Borsa valori di Genova e revoca del relativo rappresentante.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il proprio decreto 4 settembre 1925 col quale, fra gli altri, il signor Faggioni Italo fu Lorenzo venne autorizzato a continuare nell'esercizio professionale quale agente di cambio in soprannumero presso la Borsa valori di Genova;
Vista la domanda 29 dicembre 1926 con la quale il detto agente di cambio rassegna le dimissioni;

Decreta:

Sono accettate le dimissioni del signor Faggioni Italo fu Lorenzo da agente di cambio in soprannumero presso la Borsa valori di Genova, con effetto dal 29 dicembre 1926, restando revocata di conseguenza, dalla data medesima, la nomina del signor Speroni Giovanni fu Enrico a rappresentante dell'agente di cambio medesimo conferita con decreto 9 marzo 1926.

Roma, addì 13 gennaio 1927 - Anno V

Il Ministro: VOLPI.

DECRETO MINISTERIALE 11 gennaio 1927.
Approvazione di tariffe di assicurazione sulla vita adottate dalla Società anonima di assicurazioni « Italia », con sede in Genova.

IL MINISTRO PER L'ECONOMIA NAZIONALE

Visti i Regi decreti-legge 29 aprile 1923, n. 966, e 24 settembre 1923, n. 2272, convertiti nella legge 17 aprile 1925, n. 473, e il Regio decreto-legge 5 aprile 1925, n. 440, convertito nella legge 11 febbraio 1926, n. 254, concernenti l'esercizio delle assicurazioni private;
Visto il regolamento approvato con R. decreto 4 gennaio 1925, n. 63, modificato con R. decreto 4 marzo 1926, n. 519;
Considerato che con decreti Ministeriali 19 agosto 1926, 14 settembre 1926, e 9 dicembre 1926, la Società di assicurazioni « Italia » con sede in Genova e direzione generale in Milano, capitale sociale di L. 10,000,000, versato 5,000,000, è stata autorizzata ad esercitare le assicurazioni e le riassicurazioni sulla durata della vita umana e sono state approvate le condizioni generali di polizza ed alcune tariffe di premi;
Vista la domanda con la quale la predetta Società chiede l'approvazione di alcune nuove tariffe;
Viste le basi tecniche, le tariffe dei premi puri e dei premi lordi;

Decreta:

Sono approvate, nel testo debitamente autenticato, le seguenti tariffe di premi adottate dalla Società anonima di

assicurazioni « Italia » capitale L. 10,000,000, versato lire 5,000,000, con sede in Genova e direzione generale in Milano:

Tariffa 3-bis, per l'assicurazione in ogni caso di un capitale pagabile ad un termine prestabilito e in caso di premorienza di un capitale dovuto immediatamente al decesso, nonchè di una rendita pure pagabile ad ogni anniversario di polizza successivo al decimo e sino al suddetto termine, verso un premio annuo pagabile in vita dell'assicurato e non oltre il termine medesimo.

Tariffa 6, per l'assicurazione di un capitale pagabile in caso di morte entro un determinato periodo, verso il corrispettivo di un premio unico.

Tariffa 6-bis, per l'assicurazione di un capitale, pagabile in caso di morte entro un determinato periodo di tempo, verso un premio annuo dovuto in vita dell'assicurato e non oltre la scadenza del suddetto periodo.

Roma, addì 11 gennaio 1927 - Anno V

p. *Il Ministro*: Bisi.

DECRETO MINISTERIALE 13 gennaio 1927.
Costituzione delle Deputazioni di borsa.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto l'art. 4 della legge 20 marzo 1913, n. 272, e l'articolo 6 del regolamento 4 agosto 1913, n. 1068;

Visto il R. decreto-legge 29 luglio 1925, n. 1261;

Visto il R. decreto 14 novembre 1926, n. 2043;

Viste le proposte dell'Istituto di emissione e delle Camere di commercio ed industria;

Decreta:

Articolo unico.

Le Deputazioni di borsa per il corrente anno sono così costituite:

Borsa di Roma.

Deputati effettivi: Ceresa gr. uff. Alessandro, delegato governativo; Barbaria cav. uff. rag. Giorgio, per l'Istituto di emissione; Ghislotti cav. uff. Antonio, per la Stanza di compensazione; Ferretti gr. uff. Giacomo, Lattes comm. Rodrigo, Garroni comm. Lamberto e Zarù gr. uff. Giulio, per la Camera di commercio.

Deputati supplenti: Conte comm. dott. Paolo, delegato governativo; Fraschetti comm. ing. Camillo, per l'Istituto di emissione; Hannau comm. Bindo, Bompard cav. Paolo e Natali comm. Tito, per la Camera di commercio.

Borsa di Milano.

Deputati effettivi: Guarnaschelli gr. uff. avv. Diona, delegato governativo; Giacomini gr. uff. rag. Antonio, per l'Istituto di emissione; Barbalonga comm. Giuseppe, per la Stanza di compensazione; Alberti dott. Gustavo, Prandoni ing. Emilio, Baslini Giovanni e Sampò dott. Settimio, per la Camera di commercio.

Deputati supplenti: Mariani gr. uff. Leone, per l'Istituto di emissione; Corti Giacomo, Pozzi Giuseppe e D'Agostino Alberto, per la Camera di commercio.

Borsa di Genova.

Deputati effettivi: Procida cav. Vincenzo, delegato governativo; Del Vecchio comm. Ugo, per l'Istituto di emissione; Bocciardo comm. Ettore, per la Stanza di compensazione; Graziani comm. Gustavo, Cerutti Giuseppe di Carlo, Massone comm. Carlo e Dolcetta cav. dott. Italo, per la Camera di commercio.

Deputati supplenti: Piccardo cav. uff. Benedetto, per l'Istituto di emissione; Dallorso gr. uff. Nicola Giuseppe, Tomasinelli Mario e Vicini Giacomo fu Vincenzo, per la Camera di commercio.

Borsa di Torino.

Deputati effettivi: Codevilla comm. Silvio, delegato governativo; Barberis comm. avv. Vittorio Amedeo, per l'Istituto di emissione; Aymône-Marsan dott. Riccardo, per la Stanza di compensazione; Donvito gr. uff. rag. Pietro, Musso avv. cav. uff. Giuseppe, Parea conte comm. Carlo e Rizzetti cav. Spirito, per la Camera di commercio.

Deputati supplenti: Gaggini cav. Enrico per l'Istituto di emissione; Andreis Gian Luigi, Ceriana Amedeo e Giorgis cav. Camillo, per la Camera di commercio.

Borsa di Napoli.

Deputati effettivi: Grassi dott. comm. Paolo, delegato governativo; Aloy comm. Salvatore, per l'Istituto di emissione; Jandoli comm. prof. Raffaele, per la Stanza di compensazione; Bozzato comm. Giuseppe, Grimaldi cav. Paolo, Cutolo comm. Guglielmo e Nimmo cav. Giacomo, per la Camera di commercio.

Deputati supplenti: Cosenza comm. ing. Angelo, per l'Istituto di emissione; Starace cav. Francesco Saverio, Pezzullo comm. Sossio e Caprioli comm. Paolo, per la Camera di commercio.

Borsa di Firenze.

Deputati effettivi: Carloni comm. Giovanni, delegato governativo; Berardi cav. Enrico, per l'Istituto di emissione; Donato gr. uff. dott. Nino, Zannoni comm. rag. Armando e Carpi comm. avv. Francesco, per la Camera di commercio.

Delegati supplenti: Settepassi Cesare, per l'Istituto di emissione; Lumachi comm. avv. Alfredo e Mannelli commendator Ulderico, per la Camera di commercio.

Borsa di Trieste.

Deputati effettivi: De Frigyessy grand'uff. Arnaldo, delegato governativo; Zago comm. dott. Michelangelo, per l'Istituto di emissione; Lucatelli cav. uff. Carmelo, per la Stanza di compensazione; Brunner comm. dott. Arminio, Arch grand'uff. Carlo T., Morpurgo Menotti e Orefice cav. Renato, per la Camera di commercio.

Deputati supplenti: Lucci dott. Vincenzo, delegato governativo; Martinolich Carlo, per l'Istituto di emissione; Gattegno cav. uff. Benveniste U., Mreule cav. uff. Luigi e Peterlini comm. Nazzario, per la Camera di commercio.

Borsa di Venezia.

Deputati effettivi: Tornadù comm. Giovanni Battista, delegato governativo; Mussi comm. dott. Francesco, per l'Istituto di emissione; Del Vò comm. Giovanni Battista, Friederichmann comm. rag. prof. Vittorio e Pellas cav. uff. Silvio, per la Camera di commercio.

Deputati supplenti: Giovinco Giuseppe, delegato governativo; Vianello Moro cav. uff. Giuseppe, per l'Istituto di emissione; Treves barone comm. avv. Giacomo e Moroni cav. Augusto, per la Camera di commercio.

Borsa di Bologna.

Deputati effettivi: Maccaferri cav. Gaetano, delegato governativo; Zanella comm. Augusto, per l'Istituto di emis-

sione; Magni cav. rag. Arminio, Masetti comm. ing. Enrico e Reina cav. Giuseppe, per la Camera di commercio.

Deputati supplenti: Colombini cav. Francesco, per l'Istituto di emissione; Martini cav. dott. Mario e Giannantoni prof. rag. Giuseppe, per la Camera di commercio.

Roma, addì 13 gennaio 1927. — Anno V.

Il Ministro: VOLPI.

DECRETO PREFETTIZIO 15 gennaio 1927.

Nomina della Commissione per la gestione provvisoria della provincia di Roma.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI ROMA

Visto il R. decreto-legge 2 gennaio 1927, n. 1-50, relativo al riordinamento delle circoscrizioni provinciali;

Visto il fonogramma 13 corrente n. 510 del Ministero dell'interno, con cui si delega al Prefetto la ricostituzione della Commissione straordinaria per la provincia di Roma;

Decreta:

Art. 1.

Finchè non si sarà provveduto alla costituzione dell'Amministrazione ordinaria, la Commissione per la gestione provvisoria della provincia di Roma sarà così composta:

Baccelli gr. cr. avv. Pietro, senatore del Regno, presidente;
Ceccarelli comm. Giuseppe, vice-presidente;
Carosi Martinozzi nob. comm. dott. Nestore;
Montani gr. uff. Aristide;
Pirani comm. avv. Alfredo.

Art. 2.

Nulla è innovato al disposto degli articoli 3, 4 e 5 meno per quanto si riferisce al Comitato esecutivo che più non esiste, del R. decreto-legge 31 dicembre 1925 di proroga al 31 dicembre 1926 della ricostituzione del Consiglio provinciale di Roma.

Roma, addì 15 gennaio 1927 - Anno V.

Il Prefetto: D'ANCORA.

PRESENTAZIONE DI DECRETI LEGGE AL PARLAMENTO

MINISTERO DELLE FINANZE

Comunicazione.

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che S. E. il Ministro per le finanze con nota in data 15 gennaio 1927, n. 55555, ha presentato all'Ecc.ma Presidenza della Camera dei deputati il progetto di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 29 dicembre 1926, n. 2191, concernente alcuni ritocchi alla tabella delle tasse sulle concessioni governative, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 31 dicembre 1926, n. 301.

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Comunicazione.

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che S. E. il Ministro per i lavori pubblici ha presentato alla Presidenza della Camera dei deputati il progetto di legge per la conversione in legge del R. decreto 12 gennaio 1926, n. 2207, recante provvedimenti in dipendenza delle alluvioni e frane dell'autunno 1925 nelle provincie di Catanzaro, Cosenza e Reggio Calabria.

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLE COMUNICAZIONI

Apertura di ricevitoria telegrafica.

Il giorno 9 gennaio 1927 in Muggiò, provincia di Milano, è stata attivata al servizio pubblico una ricevitoria telegrafica di 2ª classe con orario limitato di giorno.

Apertura di agenzia telegrafica.

Il giorno 3 gennaio 1927 in Milano, Associazione granaria, è stata attivata al servizio pubblico una agenzia telegrafica.

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Scioglimento dell'Amministrazione del Consorzio della bonifica di Burana.

Con R. decreto 6 gennaio 1927, n. 6394, è stata sciolta l'Amministrazione del Consorzio generale di utenza della bonifica di Burana (provincie di Modena, Ferrara e Mantova) ed è stato nominato Regio commissario straordinario dell'Ente l'on. prof. Vittorio Peglion.

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - DIV. I - PORTAFOGLIO

Media dei cambi e delle rendite

del 15 gennaio 1927 - Anno V

Francia	92.37	New York	23.253
Svizzera	447.46	Dollaro Canadese	23.23
Londr	112.688	Oro	448.67
Olanda	9.32	Belgrado	41.50
Spagna	373.75	Budapest (pengo)	4.08
Belgio	3.24	Albania (Franco oro)	448.75
Berlino (Marco oro)	5.512	Norvegia	5.95
Vienna (Schillinge)	3.28	Polonia (Sloty)	–
Praga	68.85	Rendita 3,50 %	62.65
Romania	12.25	Rendita 3,50 % (1902)	58 –
Russia (Cervonetz)	119.40	Rendita 3 % lordo	42.675
Peso argentino oro	21.82	Consolidato 5 %	78.55
Peso argentino carta	9.60	Obbligazioni Venezie 3,50 %	62.025

TOMMASI CAMILLO, *gerente*

Roma — Stabilimento Poligrafico dello Stato.